

La pollution de l'air reste un sujet de préoccupation majeure pour les Franciliens

Airparif établit tous les cinq ou six ans une photographie de la perception des Franciliens sur les questions de pollution de l'air, et de l'association, afin d'évaluer son action et les attentes des citoyens. Actualisé en 2014, ce sondage, réalisé par l'Ifop, confirme la grande sensibilité des Franciliens à l'égard de la qualité de l'air qu'ils respirent. C'est ainsi leur première préoccupation environnementale (68 % des citations), devant le changement climatique (54 %), et l'alimentation (49 %). Cette nouvelle enquête met l'accent sur la santé. 29 % de franciliens (soit, si on se livre à une extrapolation des données, 2,8 millions de personnes de 15 ans et plus) déclarent avoir consulté un médecin, pour eux ou pour des proches, suite à des troubles liés à la pollution de l'air. Pour 53 % des sondés, les conséquences d'une dégradation générale de l'atmosphère concernent d'abord la santé et la vie quotidienne, avant la mise en danger des écosystèmes et de la biodiversité (44 %). Et 70 % d'entre eux considèrent d'ailleurs que réduire la pollution de l'air est également bénéfique pour lutter contre le changement climatique.

Les chiffres corroborent d'une manière générale les précédentes enquêtes de 2008 (IPSOS) et de 2003 (BVA). 83 % de la population francilienne juge toujours la qualité de l'air mauvaise, soit un score en hausse de 18 points par rapport à 2008, avec une pointe à 94 % dans les Hauts-de-Seine contre 74 % dans le Val-d'Oise. D'avantage qu'en 2008 et 2003, une proportion importante des Franciliens (64%) pense que qualité de l'air s'est dégradée, imputant généralement cette détérioration aux transports routiers, aux rejets industriels et à notre mode de vie. Ces mêmes activités sont également citées par les Franciliens qui perçoivent une amélioration.

Les Franciliens sont aussi demandeurs de plus d'information (62 %), en particulier sur les enjeux futurs et les thématiques proches (air à l'intérieur des bâtiments, liens avec le changement climatique, les sources de pollution et les moyens d'agir individuellement...). Et c'est dans la rue que les personnes interrogées se sentent le plus exposées à la pollution (82 % des citations). Les Franciliens se montrent plus nuancés vis-à-vis des mesures de lutte contre la pollution qui impactent leur quotidien. Lors de l'épisode de pollution de mars 2014, les actions jugées les plus efficaces sont également celles qui impactent le moins leur mobilité.

S'agissant d'Airparif, 67 % des franciliens connaissent l'association régionale de surveillance de la qualité de l'air. Soit une progression de l'indice de notoriété plus de 50 % en 6 ans. L'indice de satisfaction globale est de 63 %. Sur ses principales missions, il atteint 73 % pour la surveillance de la qualité de l'air en Île-de-France et pour la prévision des pics de pollution. L'information donnée

est par ailleurs jugée plutôt claire (59 %), fiable (58 %) et objective (51 %). Son statut associatif demeure cependant peu connu (18 % seulement des répondants).

Les idées reçues ont la vie dure !

Ce sondage reflète des perceptions qui ne sont pas toujours en adéquation avec la réalité.

Les personnes interrogées dressent ainsi un portrait de l'évolution de la qualité de l'air plus pessimiste que les études ne le démontrent. Bien que toujours préoccupante, avec environ 3 millions de Franciliens toujours exposés à un air qui ne respecte pas la réglementation, les tendances sont plutôt stables le long du trafic ces 5 dernières années. En 10 ans, la situation s'est néanmoins nettement améliorée (Bilan de la qualité de l'air 2013, Airparif).

Le pic de pollution du mois de mars 2014 semble également avoir marqué les esprits. Ses causes principales (transports et polluants importés) ont ainsi été bien identifiées par le public. On note que 16 % pointent plus spécifiquement les centrales à charbon allemandes alors qu'aucune étude n'a étayé cette hypothèse.

Si les principales missions d'Airparif sont bien identifiées par les Franciliens (surveillance, prévision et information), l'évaluation des mesures prises pour la réduction de la pollution de l'air n'est connue que d'une majorité relative (47 %). Enfin, plus d'un tiers des sondés lui attribuent toujours à tort la mise en place d'actions de réduction de la pollution, comme les limitations de vitesse ou de circulation en cas d'épisode de pollution.